



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 22 au 26 avril 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 31,1 Mds GBP

l'offre de rachat de Anglo  
American (AA) par BHP

### Zoom sur l'offre de rachat de Anglo American (AA) pour 31,1 Mds GBP de la part du géant minier australobritannique BHP (*AngloAmerican*)

Le groupe d'origine sud-africaine, dont le siège social est à Londres, a confirmé avoir reçu cette offre de rachat non-sollicitée. Dans la foulée, son conseil d'administration a indiqué que celle-ci était trop basse et « pas attractive ». L'offre prévoit que les actionnaires d'AA puissent échanger une partie de leurs participations contre des actions de BHP, ainsi que de Amplats et Kumba Iron Ore (KIO), mines sud-africaines (PGM et Fer, respectivement), dont les activités seraient séparées de celles du groupe. L'annonce de cette offre avait immédiatement poussé le cours de l'action AA à la bourse de Londres (+13%), soit un prix par action supérieur de 4% à la valeur de l'offre. Ces mouvements semblent traduire les attentes du marché, soit d'une nouvelle offre supérieure de la part de BHP, ou potentiellement d'enchères de la part de ses concurrents comme Rio Tinto ou Glencore.

Dans le cadre de cette opération, BHP aurait prévu de scinder les activités du groupe, isolant les actifs jugés moins stratégiques, notamment en Afrique australe, pour se concentrer sur ceux qui pourraient contribuer à renforcer sa position sur les métaux jugés stratégiques, notamment le cuivre, le nickel et le fer, dont les actifs sont concentrés en Amérique latine (Pérou, Brésil et Chili). BHP pourrait ainsi réduire ses coûts opérationnels via des économies d'échelle et renforcer son pouvoir d'influence sur les marchés mondiaux. Un démantèlement du groupe pourrait fragiliser encore davantage les actifs orphelins basés en Afrique du Sud (Kumba Iron Ore et Amplats), dont l'attractivité est plombée par le manque de perspectives du secteur minier en Afrique du Sud et, pour Amplats, la baisse des cours des métaux platinoïdes.

Selon le Wall Street Journal, De Beers, autre filiale d'AA et numéro deux mondial du secteur diamantaire, devrait faire l'objet d'une procédure de rachat en parallèle, par des investisseurs tierces. Au premier trimestre 2024, la production mondiale de De Beers était en baisse de 23% en glissement annuel (6,9 M de carats). La production de De Beers est concentrée au Botswana (5 M ct), et plus marginalement au Canada (645 000 ct), en Namibie (633 000 ct) et en Afrique du Sud (598 000) via la mine de Venetia (Limpopo).

Sans surprise, cette méga-transaction a provoqué une vive réaction du Ministre sud-africain des Ressources minérales et de l'Énergie, Gwede Mantashe. Ce dernier a publiquement affiché ses réserves le jour-même, invoquant avoir eu « de mauvaises expériences » par le passé avec BHP. En 2001, BHP avait déjà racheté le groupe sud-africain Billiton, qui a depuis désinvesti du pays en cédant ses actifs locaux (mines de manganèse, charbon thermique et aluminium) à une entité nouvellement créée : South32. Le Ministre a néanmoins indiqué que cette opposition ne représentait pas, pour l'heure, la position officielle du gouvernement.

## Sommaire :

### Afrique australe

- De Beers négocie avec le G7 pour l'installation d'un centre de certification des diamants en Afrique australe (*Agence Ecofin*)
- La Banque mondiale publie son nouveau rapport biennuel *Africa Pulse* (*Banque mondiale*)

### Afrique du Sud

- South African Airways recherche des investisseurs (*IOL*)
- L'indice des prix à la production accélère légèrement (*StatsSA*)
- Nouvelle annonce de licenciements chez Sibanye Stillwater dans un contexte de baisse des prix des métaux du groupe du platine (*Reuters*)
- La Banque centrale publie sa revue de politique monétaire d'avril (*Resbank*)
- L'Oréal et l'UNESCO s'associent pour le prix 2024 South Africa Women in Science Young Talent Search qui permettra de financer des jeunes chercheuses sud-africaines (*EngineeringNews*)

### Angola

- Le gouvernement angolais augmente le prix du diesel
- Entrée en vigueur d'un nouveau tarif douanier en Angola

### Lesotho

- La Millennium Challenge Corporation (MCC) signe un accord de 300 MUSD avec le Lesotho (*MCC*)

### Malawi

- Accord entre le Malawi et Israël pour l'envoi de travailleurs agricoles malawites en Israël (*Nyasa Times*)

### Mozambique

- S&P maintient la note souveraine à CCC+ (*S&P*)

### Zambie

- La Zambie prévoit un déficit de 700 MW d'électricité en 2024, dû à la sécheresse, avec un fort impact sur les mines de cuivre (*Reuters*)
- Les négociations avec la MCC progressent pour un don de 400 MUSD (*X/Twitter*)
- Nouvel investissement potentiel d'1 Md USD du fonds souverain émirati IHC dans la mine de cuivre de Konkola en Zambie (*GlobalData*)

### Zimbabwe

Le Zimbabwe signe un accord d'achat d'électricité (PPA) pour potentiellement 500 MW d'énergie solaire (*SolarQuarter*)

## Afrique australe

### **De Beers négocie avec le G7 pour l'installation d'un centre de certification des diamants en Afrique australe (Agence Ecofin)**

Le G7 a décidé le 6 décembre 2023 d'étendre le régime des sanctions contre la Russie aux diamants. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, toute importation de diamant non-industriel en provenance de Russie est interdite dans les pays du G7. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2024, ce sont les pierres brutes provenant indirectement de Russie qui sont progressivement interdites, et chaque pays du G7 doit mettre en place un système de traçabilité et de certification avant le 1<sup>er</sup> septembre 2024, où l'interdiction sera complète. L'Union Européenne a traduit ces engagements le 18 décembre 2023 dans un nouveau paquet de sanctions, imposant un système de vérification obligatoire par le point d'entrée unique d'Anvers, en Belgique, qui traite déjà 85% des échanges de diamants bruts en Europe. [De Beers \(dont le gouvernement botswanais détient 15%\) se fait l'avocat de la mise en place d'un centre de certification des diamants en Afrique australe](#), principale région mondiale de production de diamants (Botswana, Namibie, Afrique du Sud, Angola, Lesotho...). En effet, De Beers (deuxième compagnie productrice au monde derrière le russe Alrosa), ayant son propre centre mondial de certification de diamants à Gaborone au Botswana, et le gouvernement botswanais (deuxième pays producteur au monde derrière la Russie) cherchent à développer une filière locale de taille et polissage. Ces deux acteurs poussent pour une prise en compte de leurs intérêts dans les mécanismes de certification du G7.

### **La Banque mondiale publie son nouveau rapport biennuel *Africa Pulse* (Banque mondiale)**

Le 5 avril, la Banque Mondiale a publié son rapport biennuel *Africa Pulse* qui met à jour les prévisions des grands agrégats économiques. Concernant l'inflation, l'indicateur devrait ralentir en Afrique subsaharienne en 2024 mais se maintenir à un niveau élevé (5,1% contre 7,1% en 2023). Bénéficiant de la normalisation des chaînes

d'approvisionnement, d'une baisse des prix des matières premières, des effets des politiques monétaires restrictives et des politiques de consolidation fiscale, 90% des pays devraient voir leur inflation décroître. Toutefois, 13 pays continuent d'enregistrer une inflation à deux chiffres dont quatre en Afrique australe (Zimbabwe, Malawi, Angola et Zambie). L'inflation continue d'être portée par la hausse des prix alimentaires (mauvaises récoltes liées aux conditions climatiques défavorables) et la dépréciation des monnaies locales. Malgré la baisse des prix alimentaires sur les marchés internationaux pour le quinzième mois consécutif (en glissement annuel - données FAO), un tiers des pays enregistraient une hausse des prix des denrées alimentaires à deux chiffres en février 2024, en particulier le Malawi, le Nigeria et le Zimbabwe. Plusieurs pays de la sous-région se retrouvent par ailleurs en situation de crise monétaire (Angola, Zimbabwe) et de pénurie de devises (Malawi), ce qui renforce les pressions inflationnistes. En parallèle, le rand sud-africain s'est déprécié de 9% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, renforçant l'inflation importée pour sa zone monétaire commune (Eswatini, Lesotho, Namibie). Pour lutter contre ces niveaux d'inflation, les banques centrales conservent des politiques monétaires restrictives – taux directeurs maintenus à des niveaux élevés dans la zone (Angola : 19%, Mozambique : 16,5%, Malawi 26% avec une hausse de deux points en février, Afrique du Sud : 8,25%).

## Afrique du Sud

### **South African Airways recherche des investisseurs (IOL)**

La compagnie aérienne nationale South African Airways (SAA), est à la recherche d'investisseurs minoritaires à la suite de l'échec en mars dernier du rachat de 51% de ses parts par le consortium Takatso. En échange de cette vente, le consortium Takatso (détenu à 80% par Harith Genral Partners, investisseur panafricain de premier plan dans le domaine des infrastructures et 20% par Global Aviation, groupe aéronautique sud-africain) devait investir 3 Mds ZAR (150 M EUR) dans la compagnie nationale notoirement

endettée et qui avait déclaré sa faillite en 2019. Ainsi, l'échec de l'accord a contraint SAA à retarder l'ouverture de plusieurs lignes internationales pour Francfort, Londres et l'Amérique du Nord. SAA a également l'ambition de faire passer sa flotte de 13 à 21 appareils au cours du prochain exercice financier et desservir davantage d'États africains et l'Australie. Son président Derek Hanekom a déclaré se mettre à la recherche de nouveaux capitaux afin de permettre de consolider la croissance de SAA.

### **L'indice des prix à la production augmente légèrement (StatsSA)**

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint 4,6% sur un an au mois de mars, après 4,5% en février, une évolution conforme aux prévisions des observateurs. L'indicateur se maintient ainsi aux alentours du point médian de la fourchette cible de la banque centrale (South African Reserve Bank – 4,5%) depuis le début de l'année 2024. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,4%, soit une contribution de +1,3 point à la hausse totale de l'indicateur) qui atteignent leur plus haut niveau depuis trois mois, les « hydrocarbures, produits chimiques et plastiques » (+4,6%, soit 1,1 points) et les « métaux, machines et équipements » (+5,5%, soit une contribution positive de 0,8 point – en lien avec une demande toujours élevée d'équipements de production électrique, pour faire face à la crise énergétique).

### **Nouvelle annonce de licenciements chez Sibanye Stillwater dans un contexte de baisse des prix des métaux du groupe du platine (Reuters)**

La société minière sud-africaine Sibanye Stillwater va fermer un de ses forages à Marikana et supprimer ainsi 855 emplois pour des questions de rentabilité en raison de la baisse des prix des métaux du groupe du platine (MGP). Cette annonce fait partie d'une restructuration plus globale pour limiter les coûts. En février 2024, Sibanye Stillwater avait déjà déclaré avoir supprimé environ 2 000 emplois, notamment en fermant des forages arrivés au bout de leur

cycle de vie, jugés déficitaires, et pour lesquels de nouveaux investissements n'avaient pas été jugés opportuns.

### **La Banque centrale publie sa revue de politique monétaire d'avril (Resbank)**

Le 24 avril, la Banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank) a publié sa revue semestrielle de politique monétaire. Le Gouverneur Kganyago a souligné que l'un des principaux défis pour l'économie sud-africaine résidait dans la réduction durable de l'inflation, qui se montre plus tenace et persistante qu'initialement anticipé. Bien que l'indicateur ait poursuivi une tendance de modération à moyen terme (6,9% en 2022, 6% en 2023 et 5,1% anticipé en 2024), il se maintient proche de la borne haute de la fourchette cible de la SARB (6%) et ne devrait converger vers le point médian (4,5%) qu'à l'horizon du quatrième trimestre. Les risques pesant sur l'accélération des pressions inflationnistes demeurent également nombreux : chocs climatiques (phénomène El Nino et ses impacts sur les prix des denrées alimentaires), risques géopolitiques (embrasement du conflit au Moyen Orient, qui pourrait amener de nouvelles hausses de cours du pétrole), volatilité de la devise locale, etc. Alors que la politique monétaire est jugée modérément restrictive, ce contexte devrait retarder son assouplissement, initialement attendu par les marchés dès le premier semestre 2024 – une tendance observée à l'échelle mondiale. Par ailleurs, si la croissance de l'économie devrait légèrement accélérer, les prévisions demeurent atones en 2024 (estimations de 1,2%, contre 0,9% pour le FMI et après 0,6% en 2022). La prévision de croissance sud-africaine de long terme atteint ainsi 2% en moyenne, un niveau nettement inférieur à celle des pays émergents (4,1%). Elle pâtit en effet des fortes contraintes pesant sur l'offre, face à une demande des ménages qui demeure atténuée. Les effets de la crise énergétique sur l'économie persistent – impact de 2 points de PIB en 2023 qui devraient toutefois progressivement s'estomper (estimé à 0,6 point de PIB en 2024 et 0,2 en 2025). La crise logistique continue de s'accroître avec un impact direct sur le secteur minier estimé entre 0,5 et 0,75 point de PIB, auquel s'ajoute l'effet indirect. A cela s'ajoute une détérioration



des termes de l'échange et notamment la baisse des cours des matières premières exportées par l'Afrique du Sud (-25% en 2023 et -5% anticipé pour 2024), ce qui devrait continuer de peser sur les performances du commerce extérieur.

### **L'Oréal et l'UNESCO s'associent pour le prix 2024 South Africa Women in Science Young Talent Search qui permettra de financer des jeunes chercheuses sud-africaines (EngineeringNews)**

La Fondation L'Oréal lance la sixième édition du concours Women in Science Young Talent Search en Afrique du Sud. Cette initiative est un partenariat entre la fondation du groupe et l'UNESCO. Les chercheuses âgées de moins de 40 ans dans de nombreux domaines (les sciences formelles, les sciences de la vie, les sciences de l'environnement les sciences physiques, les sciences de l'ingénieur et les sciences techniques) peuvent déposer leur candidature jusqu'au 19 mai 2024. Ce programme vise à promouvoir l'excellence, l'innovation scientifique et la diversité et a permis depuis sa première édition d'apporter un soutien financier de 3 M ZAR (150k EUR) à 32 jeunes chercheuses sud-africaines. Cet engagement de L'Oréal s'inscrit dans sa stratégie pour l'innovation en Afrique du Sud, où se trouve le centre de recherche et développement du groupe pour le continent.

## Angola

### **Le gouvernement angolais augmente le prix du diesel**

Le gouvernement a pris la décision d'augmenter le prix du diesel dont le litre va passer de 135 AOA à 200 AOA (0,24 USD). Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme de suppression des subventions sur les produits pétroliers raffinés recommandé par le FMI (les autorités angolaises avaient déjà procédé à une hausse des prix de l'essence début juin 2023 à hauteur de 300 AOA par litre) qui vise à ajuster le prix de l'essence, du diesel, du gaz de pétrole liquéfié et du pétrole d'éclairage aux prix moyens pratiqués sur les marchés internationaux d'ici à la fin 2025. Le diesel angolais va rester encore à

un niveau de prix nettement inférieur à celui de ses voisins: Namibie (1,14 USD/l), RDC (1,15 USD/l), Zambie (1,15 USD/l) et Afrique du Sud (1,31 USD/l). D'après certains économistes, le Gouvernement angolais pourrait procéder à 4 ajustements ultérieurs du prix du diesel avant la fin de ce programme en 2025 : 296 AOA (juin-juillet 2024), 439 AOA (septembre-octobre 2024), 650 AOA (avril-mai 2025) et 960 AOA (septembre-octobre 2025). Le principal bénéficiaire de ce programme de réduction des subventions est la baisse des dépenses de transferts dans le budget de l'État angolais: le poids des subventions aux carburants, qui étaient de 4 % du PIB en 2022 et 3 % en 2023, devrait être réduit à 1,2 % du PIB en 2024. Elle permettra également une amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur de la commercialisation des produits dérivés du pétrole. Un autre avantage est celui - non avoué par les autorités - de la probable obtention d'un prêt budgétaire de la Banque Mondiale de 500 M USD, conditionné à la poursuite de la politique de suppression des subventions aux carburants du pays. Les conséquences négatives ou risques de cette hausse du prix du diesel sont i) un impact à la hausse de l'inflation qui devrait dépasser 20 % jusqu'en 2027 avec des prévisions de 27 % en 2024 et 30 % en 2025 ; ii) le maintien probable par la banque centrale du taux de change actuel de 832 USD/AOA pour garantir des gains budgétaires, avec le risque d'un surajustement en 2027 ; iii) un frein sur la croissance du secteur non pétrolier, notamment de l'agriculture et du commerce de détail qui sont fortement dépendant des transports ; iv) une augmentation du coût de financement de l'économie dans son ensemble du fait de son indexation sur l'inflation.

### **Entrée en vigueur d'un nouveau tarif douanier en Angola**

Le nouveau tarif douanier angolais est entré en vigueur le 3 avril 2024 ; il avait été approuvé et publié au journal officiel le 3 janvier dernier. Il est fondé sur la version 2022 de la nomenclature du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et introduit de nouveaux codes. Pour les autorités, il est considéré comme un instrument capable

d'encourager la production nationale. Les droits de douane sont augmentés pour certains produits de grande consommation tels que le riz, le sucre, l'huile et le haricot. Ceux du panier alimentaire de base se situent entre 30 et 40 %, ceux sur les vins, les parfums et les vêtements sont à 15 % et la farine de blé, auparavant exempte de taxes, est maintenant frappée d'un droit de 20 %. L'importation de machines industrielles est exemptée de droit de douane. Pour les opérateurs privés de ces secteurs, les hausses des droits risquent de les pénaliser et d'accroître les difficultés de nombreuses familles.

## Lesotho

### **La Millennium Challenge Corporation (MCC) signe un accord de 300 MUSD avec le Lesotho (MCC)**

Le 11 avril, la *Millennium Challenge Corporation* (MCC) a signé une Convention (Compact) dans le secteur de la Santé et l'horticulture, pour un montant de 300 MUSD. Pour rappel, le MCC est une agence américaine d'aide au développement qui intervient sous condition d'un engagement des pays en faveur d'une amélioration de la gouvernance, de la liberté économique, de la lutte contre la corruption et de respects des droits démocratiques. Ce programme de subvention, complété par un financement additionnel de 22 MUSD du gouvernement lésothan s'articule autour de trois projets qui visent (i) à renforcer le système de santé en collaboration avec le Ministère compétent, (ii) développer l'horticulture et l'irrigation pour transformer le modèle de production (iii) renforcer, via une assistance technique, l'environnement des affaires dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie manufacturière et des industries créatives. Le segment horticole devrait à lui seul permettre la création de 4000 emplois directs. Cette nouvelle Convention fait suite à un précédent programme de 362,5 MUSD, qui s'est achevé en septembre 2013 et avait permis de financer le barrage de Metolong, l'une des plus grandes infrastructures du pays, qui alimente en eau les deux tiers de la population.

## Malawi

### **Accord entre le Malawi et Israël pour l'envoi de travailleurs agricoles malawites en Israël (Nyasa Times)**

A l'occasion de l'ouverture de l'ambassade du Malawi à Tel-Aviv, les deux pays ont signé un Memorandum of Understanding (MoU) pour piloter un programme visant à faire venir environ 3 000 travailleurs agricoles en Israël. Cet accord doit permettre de répondre en partie au déficit de main d'œuvre agricole en Israël, causé par la mobilisation des citoyens israéliens dans le cadre des opérations en cours, notamment dans la bande de Gaza. Pour sa part, le Malawi souffre d'une des plus fortes sécheresses de son histoire, le gouvernement ayant déclaré en mars l'état d'urgence pour la famine dans 23 des 28 districts du pays. Le ministre de l'Information du Malawi Moses Kunkuyu a par ailleurs précisé que des discussions avec la Israel Builders Association sont en cours afin de permettre à environ 80 000 travailleurs malawites de bénéficier d'un programme similaire dans le secteur de la construction et des travaux publics.

## Mozambique

### **S&P maintient la note souveraine à CCC+ (S&P)**

Le 19 avril, l'agence de notation S&P Global Ratings a maintenu la notation souveraine du Mozambique à « CCC+ », avec une perspective stable – soit sept rangs en deçà de la catégorie « investissement ». L'agence justifie notamment sa décision par les problèmes de trésorerie auxquels est confronté le pays, comme en témoignent les retards de paiements aux créanciers et l'accumulation des arriérés envers ses fournisseurs. Par ailleurs, si les perspectives de croissance à moyen terme demeurent favorables (5,5% par an en moyenne sur 2024-27), portées par les projets gaziers, l'agence rappelle que les retombées prendront du temps à se matérialiser (2028 pour les revenus gaziers qui atteignent aujourd'hui 75 MUSD par an, soit 0,3% du PIB). Enfin, bien que certaines réformes soutenues dans le cadre du programme FMI (Facilité Elargie de Crédit de 456 MUSD,

octroyée en mai 2022) progressent (rationalisation de la masse salariale de la fonction publique, etc.), la situation des finances publiques et la gestion de la dette demeurent préoccupante. Ainsi, le niveau d'endettement reste particulièrement élevé (79,2% du PIB fin 2023) et ne devrait reculer que progressivement (73,9% en 2027). La dette représente un poids non-négligeable sur les finances publiques (coûts d'intérêt équivalant à 14,5% des revenus de l'état, un montant bien supérieur aux anticipations du gouvernement) et les déficits publics devraient se maintenir aux alentours des 4% sur les trois exercices à venir.

## Zambie

### **La Zambie prévoit un déficit de 700 MW d'électricité en 2024, dû à la sécheresse, avec un fort impact sur les mines de cuivre (Reuters)**

La compagnie publique d'électricité zambienne ZESCO a déclaré s'attendre à un déficit électrique de 700 MW en 2024 dû à la sécheresse qui réduit drastiquement la production des barrages hydroélectriques. Ce déficit a un impact sur les secteurs stratégiques du pays, dont l'exploitation minière et le cuivre en particulier et l'agriculture. En effet, ZESCO a annoncé envisager le rationnement inédit des mines de cuivre du pays. ZESCO cherche donc des sources d'importations alternatives et vient notamment de conclure une modification de l'accord d'achat d'électricité avec l'entreprise publique d'énergie du Mozambique, Electricidade de Moçambique (EDM), afin d'augmenter la fourniture d'électricité hors pointe de 50 MW à 90 MW.

### **Les négociations avec la MCC progressent pour un don de 400 MUSD (X/Twitter)**

Le 19 avril, le Ministère des Finances zambien a annoncé sur son compte Twitter avoir signé à Washington, un aide-mémoire avec la *Millennium Challenge Corporation* (MCC) fixant les objectifs d'une nouvelle Convention (Compact). Cette étape marque une avancée pour la signature d'une seconde Convention entre l'agence

américaine d'aide au développement et le gouvernement zambien, alors que les négociations avaient débuté en décembre 2021. Elles devraient aboutir d'ici la fin de l'année 2024 sur un don d'environ 400 MUSD. Pour rappel, un précédent programme (335 MUSD) avait été signé en mai 2012, afin de financer des investissements dans des infrastructures d'assainissement et de gestion de l'eau. Alors que le processus de restructuration de la dette zambienne se poursuit, les besoins de financements restent massifs (33,3 Mds ZMW, soit 1,3 Mds USD et 5,2% du PIB lors du budget de novembre 2024) auxquels s'ajoutent un besoin humanitaire de 940,6 MUSD, réclamé par le Président Hakainde Hichilema le 16 avril alors que le pays fait face à la pire sécheresse de son histoire.

### **Nouvel investissement potentiel d'1 Md USD du fonds souverain émirati IHC dans la mine de cuivre de Konkola en Zambie (GlobalData)**

Le fonds souverain d'Abu Dhabi, International Holding Company (IHC), serait en discussion pour acquérir une participation majoritaire de 51% dans la mine de cuivre de Konkola à la compagnie minière indienne Vedanta Resources pour 1 Md USD. Cette offre rentre dans le cadre d'une stratégie plus large de ce fonds pour investir dans le cuivre zambien, métal indispensable à la transition énergétique et notamment les batteries des véhicules électriques. En effet, en novembre 2023, IHC avait déjà été retenu comme nouvel investisseur stratégique dans la mine de Mopani, pour prendre une participation de 51 % en échange d'une injection de capital de 1,1 Md USD. Le fonds souverain serait également en négociations pour un investissement dans la mine de cuivre de Lubambe.

## Zimbabwe

### **Le Zimbabwe signe un accord d'achat d'électricité (PPA) pour potentiellement 500 MW d'énergie solaire (SolarQuarter)**

La Zimbabwe Electricity Transmission and Distribution Company (ZETDC), compagnie nationale de transmission et de distribution d'électricité, a finalisé un

accord d'achat d'électricité (*power purchasing agreement- PPA*) avec SkyPower, une société d'énergie basée aux Émirats arabes unis et originaire du Canada. Cet accord, qui fait suite à un protocole d'accord signé à la COP27, devrait déboucher sur le projet *Green Giant* qui vise à produire 500 MW d'énergie solaire, permettant d'alimenter environ 2 millions de foyers au Zimbabwe. Ainsi trois grandes centrales solaires devraient être construites dans le pays : une centrale de 100 MW à Manhizhe, une centrale de 70 MW dans le district de Mazowe et une centrale de 130 MW dans le district de Matobo. Cela devrait permettre au pays de répondre à la croissance de la demande en électricité, réduire sa dépendance aux importations sud-africaines et diversifier son mix énergétique, très dépendant de l'hydroélectricité, et actuellement impacté par la sécheresse régionale.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	25/04/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	19,1 ZAR	-0,1%	-0,8%	-4,0%	-4,2%
<b>Angola</b>	834,6 AOA	-0,2%	-0,2%	-39,2%	-0,7%
<b>Botswana</b>	13,7 BWP	-0,4%	-0,8%	-4,6%	-3,0%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	26,2 ZMW	-3,6%	1,3%	-32,8%	1,6%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

[leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr)